



Lucrările Seminarului Geografic Dimitrie Cantemir
Vol. 44, October 2017, pp. 5-14
<http://dx.doi.org/10.15551/lsgdc.v44i0.01>



De nouvelles identités régionales en Europe

Antoine Bailly ¹

¹ Université de Genève, **Swiss**

To cite this article: Bailly, A. (2017). De nouvelles identités régionales en Europe. *Lucrările Seminarului Geografic Dimitrie Cantemir*, Vol. 44, pp. 5-14. DOI: [10.15551/lsgdc.v44i0.01](https://doi.org/10.15551/lsgdc.v44i0.01)

To link to this article: <http://dx.doi.org/10.15551/lsgdc.v44i0.01>



ISSN: 1222-989X www.seminarcantemir.uaic.ro
© Editura Universității Alexandru Ioan Cuza din Iasi, Romania.
This is an open access article under the CC BY.



DE NOUVELLES IDENTITÉS RÉGIONALES EN EUROPE

Antoine Bailly¹

1. Penser la région

Le concept de région est classique en géographie, où il a fondé tout un courant de la géographie (Claval, 2006). En général les géographes du XIXe s. parlaient de région naturelle, répondant à des critères d'homogénéité, comme un bassin versant, une région de montagne ou de déserts. Au XXe s. ce concept a été élargi à la région humanisée, puis culturelle, celle qui regroupe des populations partageant une même culture, une même langue... Les économistes parlent aussi parfois de région nodale lorsqu'une ville domine son arrière-pays. Résumons ici l'évolution du concept.

Penser la région, c'est réfléchir aux critères qui permettent de la caractériser. Et si l'idéologie scientifique du moment est naturaliste, le chercheur aura tendance à effectuer son découpage spatial en régions naturelles, ce qui fut fait à la fin du XIXe s. en Allemagne. Les géographes parlent alors de "déterminisme" physique, qui liait l'homme à son milieu de vie dans un territoire caractérisé, par exemple, par une absence de ressources, ce qui entraînait une concentration de l'habitat autour des points d'eau. Les régions sont classifiées, comme les plantes, par leur géologie, leurs sols, leur couvert végétal, leur climat... qui vont fonder des pratiques humaines communes, par exemple la répartition de l'habitat.

Ce point de vue purement déterministe fut critiqué au début du XXe s. par l'Ecole Française de Géographie qui développa le concept de "possibilisme". Dans un milieu donné existent une série de possibilités, environnementales, économiques, que les populations choisissent et développent par leurs pratiques. Le milieu physique ne constitue qu'une base pour le développement territorial d'une communauté humaine. Comme les régions qui composent la France sont diverses, chacune peut créer un genre de vie différent, ce qui ne les empêche pas de se regrouper dans une entité nationale à une autre échelle géographique, en résumé une France de la diversité.

De cette conception à celle de région culturelle proposée par Sauer dans les années 1930, il n'y avait qu'un pas franchi par des géographes américains, soucieux des liens entre culture et milieu social. Ce sont les hommes qui font les régions par leurs histoires communes, leurs cultures, leurs constructions, et même par leur façon d'aménager l'espace,

¹ Professeur émérite à l'Université de Genève, Docteur Honoris Causa des Universités du Québec, de l'Académie des Sciences de Hongrie, de l'Université de Lisbonne et de l'Université de Iasi en Roumanie.

routes, forêts, champs ; chaque communauté crée ainsi son propre savoir-faire et son paysage. Les communautés aux Etats-Unis se sont culturellement construites en créant un mode de vie commun qui permet une "american way of life" dans un monde mobile.

Le concept de région, vu par l'Ecole Française de Géographie, fut utilisé après les guerres mondiales pour organiser l'Europe, et parfois le Monde (Afrique, Moyen Orient). Ainsi a-t-on regroupé des régions diverses des Balkans pour les intégrer dans un pays, la Yougoslavie, en espérant que l'unité nationale allait permettre de gommer les diversités historiques, religieuses, culturelles et linguistiques. A l'inverse, le terme "balkanisation" signifie une dislocation de cette nation, construite sur la base du "possibilisme". Les exemples sont nombreux pour illustrer ce manque de prise de conscience de la force des régions identitaires, surtout lorsqu'elles ont une histoire et une culture particulière... L'Afrique a été composée d'Etats sur la base de régions hétérogènes qui n'en finissent pas d'éclater, comme dans nombre de nations européennes qui souhaitent, sous prétexte de nationalisme centralisateur, gommer les diversités régionales !



Figure 1 : L'Europe après la Première Guerre mondiale

Source : http://www.emersonkent.com/map_archive/europe_1919.htm
 Courtesy of the United States Military Academy Department of History

Le concept de l'Ecole française de géographie a fait faillite politique en voulant réunir des régions trop différentes, voire antagonistes, dans un cadre national. On constate cette quête d'autonomie en Espagne avec la Catalogne et d'autres régions, avec l'ex-Yougoslavie,

avec l'Ukraine, la Biélorussie ou les Etats Baltes pour ne citer que quelques exemples. La lutte pour valoriser les identités régionales, culturelles, historiques ou politiques pousse à la création de mouvements séparatistes. La Grande Bretagne n'est pas épargnée avec le renouveau de l'Ecosse, et la France doit composer avec la Corse... Pour maintenir les Etats-Nations de façon durable, il faudrait tenir compte des identités régionales et des désirs des populations lors des votes ou de referendums locaux, des politiques "par le bas", et non imposées "par le haut". Ainsi pourraient coopérer, dans des ensembles fédéraux, des régions à cultures différentes, qui se lient dans une nation commune comme c'est le cas en Suisse.

2. Des Systèmes d'Information Régionaux

Les indicateurs de spécificités régionales peuvent être cartographiés grâce aux Systèmes d'Information Géographie (SIG), avec des variables environnementales (air, eau, pollution, climat...), d'aménagement du territoire (habitat, infrastructures, espaces ouverts...), et de flux (eau, routes, chemin de fer, aéroports...). Toutes ces variables peuvent être intégrées dans les Systèmes d'Informations Régionaux (S.I.R.), qui y ajoutent des variables économiques (revenus), familiales et sociales, de qualité de vie et de santé, et même de satisfaction et de vote. Les autorités locales, sur la base de ces S.I.R., pourraient mieux gérer les politiques régionales et faire connaître aux autorités nationales les niveaux de satisfaction des populations (identités, valeurs, préférences...). Le développement de ces S.I.R. constitue une base indispensable à la démocratie locale, à laquelle la géographie appliquée doit contribuer (Bailly, Gibson, 2004).

Régions, régionales, l'échec français

Que veut encore dire le mot "région" en France ? Les résultats des votes de décembre 2015 en région, avec plus de 50% d'abstentions, illustrent la perte de sens de la région dans son acception française. Dans la majorité d'entre elles, les résultats sont des votes nationaux, de rejet des politiques qui se passent à une autre échelle géographique ! Peu ou rien sur les compétences régionales, laissées à l'arrière-plan au profit des objectifs nationaux des partis. Comment est-on arrivé à ce point d'oubli du sens de la région ?

Le nouveau découpage régional en est la dernière cause. Les français subissent pour la deuxième fois leur "attribution" à une région sans qu'ils soient consultés. Qu'il y ait des régions dans un état centralisateur, cela paraît une bonne logique d'organisation du territoire et ce n'est pas nouveau. Mais que les habitants ne puissent pas se prononcer sur leur appartenance régionale me semble étonnant, incompréhensible ! Le Belfortain que je suis souhaite-t-il être franc-comtois ou alsacien ? Aucun gouvernement ne le lui a demandé ! Et dans le dernier découpage, quel lien a-t-il avec le Nivernais, déjà bien loin de Dijon ? Et le Belfortain n'est pas bourguignon !

L'échec des régionales est l'échec de la conception centralisatrice qui néglige les habitants des régions, les organise à sa guise depuis les bureaux parisiens où s'expriment les élites administratives françaises, toutes sorties d'un même moule, l'ENA, Normale Sup... Lors de la première régionalisation un vrai débat avait eu lieu sur le nombre de régions : 5 à 6 grandes pour leur conférer un pouvoir économique, 20 à 25 moyennes pour les organiser autour de métropoles locales, 70 petites pour être proches des habitants ? Le choix intermédiaire a permis de concevoir un nouvel aménagement du territoire, à partir de régions géographiques organisées autour de métropoles d'équilibre et de villes moyennes.

Mais quel aménagement peut-on entrevoir à partir de l'assemblage disparate actuel ? Si ce n'est, après des conflits entre anciennes capitales régionales, de promouvoir les nouvelles capitales "Mais capitales de quoi ? Administratives pour les compétences régionales, mais pas capitales des sentiments régionaux... L'histoire et la géographie nous rappellent en permanence le sens des lieux et l'attachement des hommes à leurs espaces de vie : du quartier, à la ville, à la région, à la nation et au monde. On ne change pas impunément les frontières.

Le vote des régionales traduit l'échec des nouvelles régions et des politiques "par le haut", où le tracé des régions est dessiné depuis Paris, sans compréhension par les gouvernants parisiens d'une France qualifiée de "Province", un terme bien négatif pour parler de 90% du territoire français.

Ayant choisi de vivre dans un pays fédéral, où le Canton a du sens, des responsabilités, avec ses capitales cantonales, j'insiste sur la nécessité des politiques "par le bas", même si souvent elles sont plus complexes à mettre en place. Imaginez que l'on souhaite regrouper 2 cantons suisses sans vote des populations ? Inconcevable et pourtant ils sont bien petits. Mais y a-t-il un maillage spatial idéal ? La géographie nous montre que lorsqu'on parle de bassins d'emploi, de bassins de santé... il y en a de toutes dimensions en fonction du relief, de la taille des métropoles, des moyens de transport et de bien d'autres facteurs. Alors pourquoi avoir changé des régions françaises encore dans l'enfance ? Si ce n'est par manque de culture historique et géographique ?

Source : Bailly, 2017

3. De nouvelles identités régionales

Globalisation fut le maître mot, suite à la mondialisation des années 1980. Avec la crise économique du début du XXIe s., les identités régionales renaissent, poussant à la fragmentation des Etats-Nations. Nos relations avec le monde évoluent : le local devait s'adapter au global et aux décisions nationales et supranationales. Maintenant, le local n'accepte plus les décisions "par le haut", et les populations le font souvent par des manifestations ou des votes. La globalisation nous fait découvrir nos originalités, nos identités locales, nos formes de citoyenneté régionales... nous ne sommes pas seulement citoyens du monde, d'un pays, mais aussi d'une région ! Le renouveau de ces mouvements coïncide avec l'établissement d'un système-monde homogène, en s'opposant à lui. Et les recompositions commencent soit par des mouvements autonomistes, soit par des guerres. On l'a vu pour l'ex-Yougoslavie, pour les Etats Baltes, on le voit pour la Catalogne face à l'Espagne et au pouvoir de Madrid qui veut même emprisonner les autorités politiques locales qui n'ont fait qu'un referendum ! On le voit aussi en Grande Bretagne, secouée par le vote sur le Brexit, dont les Ecossais ne veulent pas... On le voit en Ukraine, dans un pays neuf aux cultures divergentes, malgré le Traité de Minsk... Depuis 1990, plus de 15'000 km de frontières ont été créées en Europe et ce n'est pas fini (Gay, 2016). On est loin du monde unifié de Montesquieu ou Huxley !

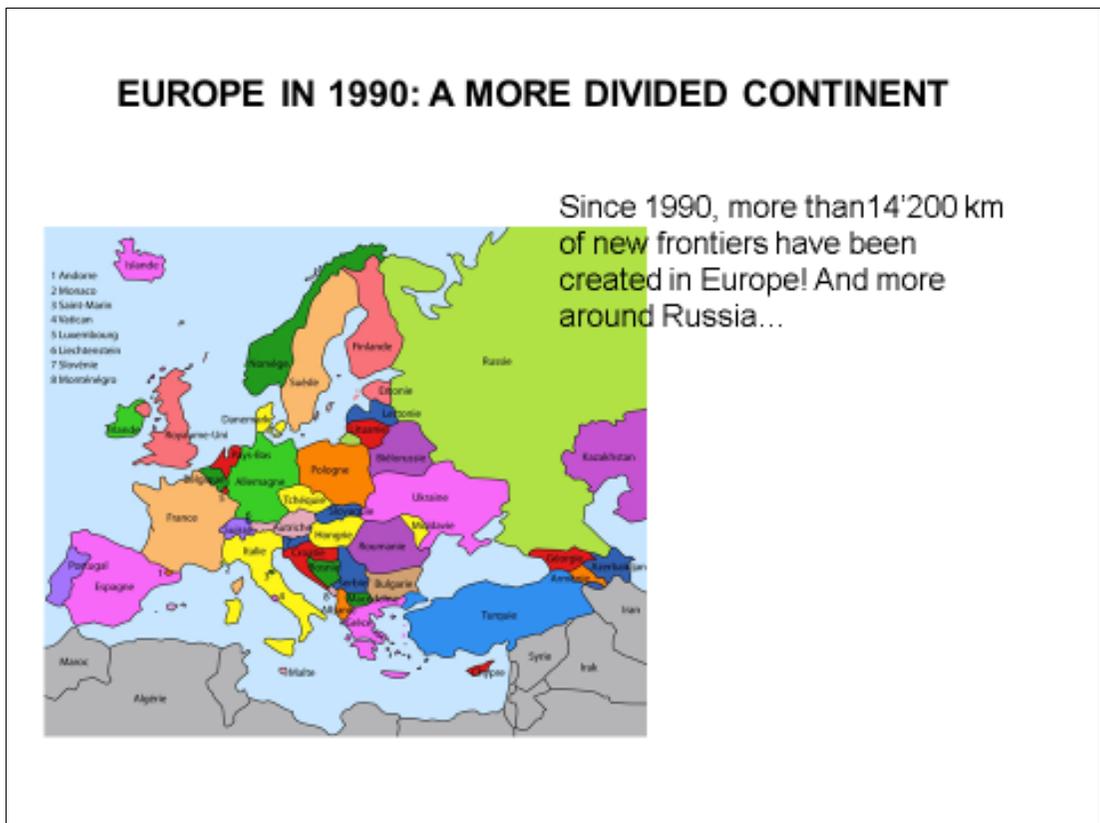


Figure 2 : L'Europe en 1990 : un continent plus divisé

Les régions tendent maintenant à avoir des politiques extérieures en dehors de l'Etat-Nation. Ainsi trouve-t-on à Bruxelles nombre de délégations régionales, destinées à promouvoir l'économie et la culture locale, et à faire connaître leurs revendications. Ces régions développent de véritables politiques pour attirer les entreprises et le tourisme et valorisent leur qualité de vie. Ces politiques d'attractivité, bien connues pour les rivalités entre villes, s'élargissent aux régions souvent touchées par la crise. Comment attirer des capitaux en proposant des avantages comparatifs, quitte à jongler avec les taux d'imposition ? La guerre entre régions a commencé dès les années 1980...

Les économistes spatiaux, en développant le concept de milieu, dans les années 1980, expliquent comment une association entre autorités locales, entrepreneurs, et milieux éducatifs, peut favoriser l'attractivité locale et l'innovation. La théorie des milieux, fondée sur le concept de savoir-faire territorial, est utilisée pour montrer le potentiel de la région dans un contexte de globalisation. Au lieu d'attendre les décisions des firmes ou des politiques de décentralisation nationales, les régions créent un environnement économique et social pour trouver des niches dans un marché mondialisé. Et cela a réussi dans le Choletais, la Troisième Italie, l'Arc Jurassien... Les économistes français parlent d'approche "micro-globale" : "micro" en tenant compte des savoir-faire régionaux, du tissu d'entreprises de taille moyenne et des innovations locales, vers un marché global pour montrer l'intégration au marché mondialisé. Toutes les régions, même celles touchées par la crise, ont un potentiel économique fondé sur le réseau d'entreprises, les centres de formation, le savoir-faire et les ressources locales. Sauf si la population jeune a émigré faute d'emplois locaux.

La concurrence est rude avec les régions nodales, souvent organisées autour de métropoles, qui concentrent ministères et sièges sociaux... favorisées par les gouvernants des Etats-Nations. Mais sans "politique par le bas", bien des régions vont se dépeupler, perdre leur population, leurs infrastructures, et se désertifier.

On le voit dans bien des pays qui ont oublié les "périphéries", leurs services, leurs infrastructures.

L'oubli des villages

Les élections françaises récentes révèlent un fort mécontentement des villages ruraux, votant souvent à plus de 50% pour les candidats de la droite populiste. Faut-il s'en étonner ?

De longue date j'ai milité pour un aménagement du territoire plus égalitaire, n'oubliant pas les villes petites et moyennes et les villages ruraux. Avec de bien faibles résultats, si ce n'est la politique des villes moyennes dans les années 1970 et 1980.

Depuis, que se passe-t-il ? Fermeture des services publics, postes, hôpitaux, classes... dans les petites villes, qui s'ajoutent à la fermeture des commerces. Les villageois doivent alors parcourir de longs trajets pour accéder à ces services, à une époque où les transports en commun disparaissent également, sauf pour le ramassage scolaire. Les conséquences ne sont pas bénignes : augmentation de la mortalité, par exemple pour les

cancers colo-rectaux, suite à une prévention faible ou un diagnostic tardif, car les hôpitaux sont éloignés ; dépenses pour frais de déplacement supérieurs à celles de citadins souvent plus aisés ; problèmes de scolarisation et difficultés financières et familiales pour poursuivre les études loin du village... On pourrait citer bien d'autres exemples illustrant la "négligence" des campagnes.

On peut parler d'isolement des villages, qui n'ont même plus de poste de police et qui ne voient que des patrouilles passer en voiture ! Comment s'étonner encore de l'insécurité ressentie par les personnes âgées, population majoritaire dans ces villages sans emploi, sauf agricoles ? Les études de géographie des représentations montrent clairement ces sentiments, même si les statistiques ne révèlent pas plus de criminalité dans ces villages que dans les villes. Nous vivons dans un monde où les représentations guident les comportements.

Qu'il est loin le mythe du village rural idéal, lieu de vie d'une population enracinée ! Les villageois sont les oubliés de l'aménagement du territoire en France, et ils le font savoir par leur vote.

Source : Bailly, 2017

Sur tous les continents, des mouvements régionaux émergent alors, posant de nouvelles questions aux Etats-Nations, par le vote des populations contestant les autorités nationales ou les directives économiques et sociales nationales (Bailly, Scariati, 1999). Ainsi peut-on comprendre le vote sur le Brexit, des régions industrielles oubliées ou des régions rurales appauvries... ou le vote pour Trump de toute la partie centrale des Etats-Unis, rurale et anciennement industrielle (Bailly, 2017). Les récents régionalismes en Europe trouvent leur origine dans cette prise de conscience des relations dissymétriques avec les métropoles et de l'abandon de pans entiers du territoire. Les questions d'identité, de gouvernance, d'autonomie sont alors posées et si les Etats-Nations ne répondent pas, les crises ne font qu'empirer.

4. Et pour l'avenir ?

L'étude des migrations, d'abord pour l'emploi dans les villes et les métropoles, puis des mouvements de retours vers les petites villes et les villages, permet de saisir l'attraction ou le rejet (push and pull) des régions. Les raisons de ces migrations sont liées aux avantages économiques, aux aires d'emploi... qui poussent les plus jeunes à partir vers les métropoles (Scott, 2008). Mais les retours montrent la recherche de liens familiaux, d'identité, de ruralité, souvent à l'âge de la retraite, ou lors des crises économiques et sociales, dans des habitats plus calmes et moins chers. Et certaines familles anticipent le mouvement pour trouver une vie sociale riche, quitte à gagner moins.

Le Brexit

A chacun son point de vue : la fin de l'Union Européenne, le retour au Commonwealth, la dissolution du Royaume Uni... Pour moi, c'est un renouveau géographique, qui redonne à l'Ecosse la possibilité d'une indépendance, et à l'Irlande, un potentiel pour une union entre deux unités séparées par l'histoire et les guerres de religion.

Déjà en sport, on constate que les équipes du Pays de Galles, de l'Ecosse, de l'Ulster, de l'Irlande se dissocient de celles de l'Angleterre. Est-ce un signe ? Le cas écossais est le plus clair, car le pays dispose d'une grande marge d'indépendance, avec son partenariat, sa livre écossaise, sa religion, son histoire... Pourquoi ne pas laisser la liberté à un pays qui dispose de tous les éléments pour en faire une nouvelle nation européenne ? Certains diront un mauvais exemple, car la Catalogne, dans le même cas, pourrait quitter le giron espagnol.

Notre attachement aux spécificités régionales et à la démocratie "par le bas" nous pousse à valoriser ces nouvelles identités. L'Europe est en recomposition géographique et démocratique. Après avoir négligé les périphéries, écrasé les régions, les élites des Etats Nations se sentent menacées par un double mouvement qui se lit clairement sur les cartes du Brexit : la recherche d'une autonomie pour l'Ecosse et l'Ulster, le refus du pouvoir londonien par les périphéries industrielles, les laissés pour compte de la mondialisation. Il ne s'agit pas seulement de nationalisme ou de populisme, mais d'un double mouvement qui pousse à plus de démocratie et à la prise en compte des périphéries oubliées par les grandes métropoles et les élites politiques.

Le Brexit nous permet de poser de bonnes questions, celle d'une Union Européenne plus démocratique, capable d'accepter des recompositions géographiques.

Source : Bailly, 2017

L'Etat-Nation centralisé est impuissant face à ces mouvements. Seul un Etat Fédéral, avec de vrais pouvoirs régionaux, peut "par le bas" favoriser la politique des milieux, le renouveau régional, et réduire ces migrations vers les métropoles.

ET POUR L'AVENIR ?

Droit des peuples régionaux à disposer d'eux-mêmes

- Comment définir la base territoriale régionale ?
Histoire, culture, langue, religion, économie...
- Privilégier les politiques par le bas
- Privilégier les fédérations ou confédérations
- Par une Europe des régions.

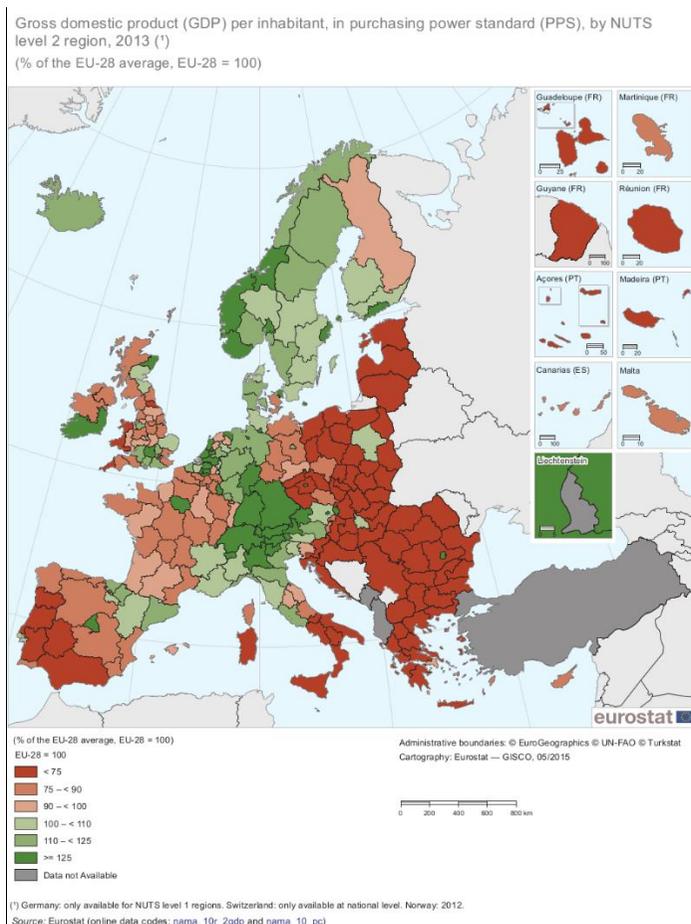


Figure 3 : Disparités régionales en Europe

Références bibliographiques

1. Bailly A., 2017. *Le Géographe*, Economica-Anthropos, Paris.
2. Bailly A., Gibson L.J., 2004. *Applied geography, a world perspective*, Kluwer Academic Publ., Dordrecht.
3. Bailly A., Scariati R., 1999. *Voyage en géographie*, Economica-Anthropos, Paris.
4. Claval P., 2006. *Géographie régionale, de la région au territoire*, A. Colin, Paris.
5. Gay J.-C., 2016. *L'homme et ses limites*, Economica-Anthropos, Paris.
6. Scott A.J. (ed.), 2008. *Global city-regions*, Oxford Univ. Press, Oxford.